

Fonds pour le transport actif, pour la réalisation du projet intitulé Étude de mobilité – Aménagement cyclable sur la rue de Terrebonne entre l’avenue Belmore et l’avenue Girouard de l’arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, laquelle sera substantiellement conforme au projet d’entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

82759

Gouvernement du Québec

**Décret 353-2024, 13 mars 2024**

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Joliette de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds pour le transport actif

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont conclu, le 15 août 2022, l’Entente transitoire relative aux modalités de financement fédéral de certains projets en infrastructure dans le cadre du Fonds pour le transport actif et du Fonds pour les solutions de transport en commun en milieu rural, laquelle a été approuvée par le décret numéro 1413-2022 du 6 juillet 2022;

ATTENDU QUE la Ville de Joliette et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente de subvention, dans le cadre du Fonds pour le transport actif, pour la réalisation du projet intitulé Étude de préféabilité d’une passerelle entre Joliette et Notre-Dame-des-Prairies, laquelle est rédigée conformément au gabarit d’entente convenu pour de tels projets;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l’article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l’autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l’un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Joliette est un organisme municipal au sens de l’article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Joliette soit autorisée à conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Fonds pour le transport actif, pour la réalisation du projet intitulé Étude de préféabilité d’une passerelle entre Joliette et Notre-Dame-des-Prairies, laquelle sera substantiellement conforme au projet d’entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

82760

Gouvernement du Québec

**Décret 354-2024, 13 mars 2024**

CONCERNANT une autorisation à la Municipalité de Verchères de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d’amélioration de la sécurité ferroviaire

ATTENDU QUE la Municipalité de Verchères et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente de contribution, dans le cadre du Programme d’amélioration de la sécurité ferroviaire, pour la réalisation d’un projet d’amélioration de la sécurité à un passage à niveau, qui consiste plus particulièrement à ajouter des barrières au passage à niveau sur le tronçon Subdivision Sorel à la hauteur de la montée Calixa-Lavallée;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l’article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l’autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l’un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Municipalité de Verchères est un organisme municipal au sens de l’article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Municipalité de Verchères soit autorisée à conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Programme d’amélioration de la sécurité ferroviaire, pour la réalisation d’un projet d’amélioration de la sécurité à un passage à niveau, qui consiste plus particulièrement à ajouter des barrières

au passage à niveau sur le tronçon Subdivision Sorel à la hauteur de la montée Calixa-Lavallée, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

82761

Gouvernement du Québec

### **Décret 355-2024, 13 mars 2024**

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Varennes de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire

ATTENDU QUE la Ville de Varennes et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente de contribution, dans le cadre du Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire, pour la réalisation de deux projets d'amélioration de la sécurité à deux passages à niveau, qui consistent plus particulièrement, dans le cadre du premier projet, à aménager un système de signalisation des passages à niveau moderne et, dans le cadre du second projet, à améliorer le passage à piétons et rendre la piste cyclable plus conviviale pour traverser la voie ferrée, le tout sur le tronçon Subdivision Sorel;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Varennes est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Varennes soit autorisée à conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Programme d'amélioration de

la sécurité ferroviaire, pour la réalisation de deux projets d'amélioration de la sécurité à deux passages à niveau, qui consistent plus particulièrement, dans le cadre du premier projet, à aménager un système de signalisation des passages à niveau moderne et, dans le cadre du second projet, à améliorer le passage à piétons et rendre la piste cyclable plus conviviale pour traverser la voie ferrée, le tout sur le tronçon Subdivision Sorel, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

82762

Gouvernement du Québec

### **Décret 356-2024, 13 mars 2024**

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Montmagny de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire

ATTENDU QUE la Ville de Montmagny et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente de contribution, dans le cadre du Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire, pour la réalisation d'un projet d'amélioration de la sécurité à un passage à niveau, qui consiste plus particulièrement à rehausser les abords routiers sur le tronçon Subdivision Montmagny à la hauteur du chemin des Cascades;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Montmagny est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :